

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 34 (1942)
Heft: 3

Artikel: Les syndicats et la débâcle
Autor: Rimensberger, E.-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384310>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

n'a jamais cessé de lutter pour les libertés humaines tout en désirant passionnément le maintien de la paix; nulle part les droits de l'homme n'ont été plus sincèrement défendus qu'au sein du mouvement syndical français.

Les syndicats et la débâcle.

Par *E.-F. Rimensberger.*

Malheur aux vaincus! Leur sort a toujours été d'être humiliés. Par les vainqueurs — c'est la loi du monde — mais aussi par les amis, qui jugent sans pitié (et c'est ce qu'il y a de plus dur). Lorsque les critiques viennent des camarades et alliés d'hier — de ceux qui supportent désormais seuls le poids de la lutte — on les admet encore à la rigueur. Mais ce dont on ne veut pas, c'est des conseils « bienveillants » de ceux qui, demeurés à l'abri du malheur, parlent du haut de leurs privilèges.

Ce n'est pas à nous, qui avons eu l'insigne bonheur d'être épargnés par la guerre, qu'il appartient de porter un jugement sur les problèmes français. Bien que tout comprendre ne signifie pas nécessairement tout pardonner, nous devons essayer de comprendre en n'oubliant pas qu'un pays vaincu est un pays malade qui doit être jugé autrement qu'un organisme sain.

Ce n'est pas à nous syndicalistes, de jeter la pierre. Ce n'est pas notre rôle, et encore moins lorsqu'il s'agit de nos propres camarades. Nous comprenons que les polémiques aillent leur train entre les collègues de France occupée et ceux de la zone libre, qu'ils aillent même jusqu'à se considérer réciproquement comme des renégats. Nous comprenons que l'économie française et les ouvriers français veuillent travailler à tout prix, se soustraire d'une manière ou de l'autre au chômage, même si l'employeur est maintenant l'ennemi d'hier. Avant de jouer ici les censeurs, disons-nous bien qu'il y a suffisamment à balayer devant notre porte.

Mais les problèmes français ne peuvent nous laisser indifférents; nous avons le devoir de les aborder avec objectivité, plus encore, avec ce que l'on a appelé l'intelligence du cœur. L'évolution qui se dessine actuellement en France mérite tout autant notre intérêt que le « régime corporatif » italien ou le « Front du travail » allemand, phénomènes que nous avons étudiés dès le début avec la plus grande attention.

Si, jusqu'à présent, l'étranger ne s'est qu'insuffisamment préoccupé des efforts de redressement tentés par les Français depuis l'armistice, c'est parce que l'homme tend à considérer comme quantité négligeable les vaincus, aussi bien les individus — les vaincus de la vie — que les Etats — les vaincus militaires. Avec une ridicule présomption, nous cédon's à croire qu'ils n'ont plus rien à nous enseigner. On a aussi le sentiment — en partie jus-

tifié — que tout ce qui s'érige aujourd'hui en France est provisoire et s'écroulera au premier souffle de la libération, ou encore s'effondrera sous le poids d'une trop longue occupation. Nous aussi, nous croyons l'évolution actuelle provisoire. Mais, afin de mieux comprendre ce qui viendra, nous voulons donner ici — ou tout au moins le tenter — une image du présent, bien que nous ignorions dans quelle direction marche cette évolution. La situation est si instable qu'il se peut aussi qu'elle ne mène nulle part. Sans rien embellir, sans rien excuser, nous allons tenter de rechercher l'origine de certains des conflits qui opposent encore nos camarades français par delà la débâcle.

Au lieu d'accabler de nos reproches — en admettant que nous y soyons justifiés (et nous ne le sommes pas, nous l'avons dit au début) — les « Munichois », ceux de nos camarades qui n'ont cessé de vouloir par-dessus tout la paix, ceux que 1940 a trouvés partisans de l'armistice, au lieu de les qualifier — comme le font des socialistes — de « pacifistes » et de « traîtres », étudions les raisons pour lesquelles ils ont toujours été et sont encore des pacifistes. Nous le ferons sans pour cela prendre parti contre ceux qui, considérant la guerre comme inévitable, l'ont désirée.

Ces deux attitudes peuvent être parfaitement sincères. Un grand nombre de nos camarades français ont considéré la guerre comme la seule solution, comme la seule possibilité de mettre fin à la pression allemande et aux menaces de Hitler. D'autres encore étaient partisans de la guerre pour éviter de voir la France rompre la parole donnée à ses divers alliés, parce qu'ils mettaient très haut le respect des traités. Mais les arguments de ceux qui invoquaient les traditions pacifistes de la France, et tout particulièrement du mouvement ouvrier français, ne sont pas moins respectables. Ces camarades — et leur cohorte est imposante — n'ont cessé de maintenir très haut le drapeau de la paix. Souvenons-nous aussi que la France était insuffisamment préparée à la guerre, que le dernier conflit avait saigné à blanc ses campagnes. Dans maints villages, les noms de ceux qui figuraient sur les monuments aux morts étaient plus nombreux que les hommes valides auxquels il appartenait d'assurer désormais la continuité des travaux et des jours — et de défendre la patrie contre une nouvelle invasion. (Meurtrie par cette nouvelle guerre, la France a perdu 1,5 million de prisonniers, 80,000 morts, 20,000 disparus et 120,000 blessés.)

Lorsque l'on oppose aujourd'hui les pacifistes « munichois », les « traîtres » aux « purs » et aux « activistes », en d'autres termes les « mous » aux « durs », on oublie que ces deux tendances existaient déjà bien longtemps avant la guerre et qu'il y avait dans les deux camps des camarades que nous n'estimions pas moins, bien qu'alors déjà ils aient eu les mêmes idées qu'aujourd'hui.

Lorsque nous songeons au triste sort du mouvement syndical français souvenons-nous que la Confédération générale du travail révélait depuis des années des symptômes de maladie. Les effec-

tifs de la C.G.T., après avoir oscillé pendant vingt-cinq ans entre 450,000 et 650,000 membres, passèrent brusquement à six millions entre 1934 et 1937. Dans l'espace de quelques années, certaines fédérations virent le nombre de leurs membres s'enfler de plusieurs milliers de pour-cent. Aucun organisme ne peut résister à une telle crue, à une telle inflation. La C.G.T. est devenue la proie de conflits idéologiques destructeurs. C'est ici que l'on a reproché à Jouhaux (qui jusqu'à ce moment s'était refusé d'innombrables fois, et avec une admirable conséquence, à accepter des postes de ministres ou autres fonctions politiques) d'avoir cédé à la politique au moment même où il fallait demeurer fidèle, comme il l'avait toujours fait, à la tradition apolitique du syndicalisme français, d'avoir gaspillé en peu de temps le crédit de longues années et d'avoir ainsi laissé échapper l'occasion de l'investir efficacement. Mais si Jouhaux a cédé à la politique, il a obéi davantage à la nécessité qu'à ses convictions et à sa nature. Lorsque, après 1936, les communistes ont commencé à occuper progressivement les leviers de commande dans les organisations syndicales, Jouhaux a bien été obligé, pour faire contre-poids, de faire de la politique, de payer de sa personne pour mettre en garde. Ajoutons que, bien longtemps avant 1936, Jouhaux était partisan d'une solide alliance entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie — une alliance comme celle qui unit aujourd'hui le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. Il y voyait la seule possibilité de sauvegarder la paix. Cette conception, d'une part (dont les événements ont confirmé la justesse), et la fidélité aux traditions syndicales, d'autre part, contribuent à expliquer maintes contradictions dans l'attitude des leaders du syndicalisme français, dont bon nombre, après les expériences des vingt dernières années, considéraient le communisme comme le pire de tous les maux. Cet antagonisme entre communisme et anticommunisme, qui a joué en France un si grand rôle (et parfois décisif), continue, soyons-en bien convaincus, d'influencer l'évolution actuelle, l'attitude des syndicats et la politique du gouvernement.

En dépit de ses contradictions intérieures, la C.G.T. n'en maintenait pas moins sa politique traditionnelle de paix. Elle l'affirma encore une fois au congrès de Nantes en 1938, qui donna lieu, comme on le sait, à une résolution de la majorité et à une résolution de la minorité. La première fut votée par 16,784 contre 6419 voix. Ces deux résolutions rappellent l'attitude traditionnelle des organisations syndicales contre la guerre et affirment que les conflits armés sont incapables de résoudre durablement les problèmes internationaux. Les deux résolutions se prononçaient en faveur du désarmement et suggéraient une conférence internationale en vue de résoudre tous les problèmes économiques et politiques. *Aucun pays ne devait en être exclu pour des raisons idéologiques.* La conférence devait, en outre, étudier une juste répartition des matières premières, de même que la solution des divers problèmes en suspens. La résolution de la minorité, c'est-à-dire

celle des syndicalistes anticommunistes et pacifistes (qui réunit 6409 voix contre 16,784), soulignait expressément que la C.G.T. n'avait jamais admis le Traité de Versailles. La résolution de la majorité précisait, entre autres choses, que, depuis la fin de la guerre, la C.G.T. n'avait cessé de revendiquer une paix juste et durable sur la base d'une révision pacifique des traités. Celle de la minorité, expression de la tendance Belin (le ministre actuel du travail dans le gouvernement de Vichy), s'écartait d'une manière décisive de celle de la majorité en demandant que les rapports internationaux soient réglés « exclusivement » par la méthode des négociations et de l'arbitrage. Par la suite, l'opposition entre cette tendance du syndicalisme libre et celle du syndicalisme politique alla en s'aggravant. Pour la première fois après l'accord de Munich, la commission administrative de la C.G.T., où la tendance Belin avait jusqu'alors la majorité (plus encore, qui, depuis la rentrée des communistes dans la C.G.T., avait pu continuer de prendre ses décisions à l'unanimité), vota pour la première fois une résolution à la majorité. L'un des passages contestés, voté par 18 voix contre 7, avait la teneur suivante: « La commission administrative de la C.G.T. constate que les accords de Munich découlent de cette politique de persévérance dans les négociations, et elle se félicite que les accords aient évité le pire dans l'immédiat en suspendant la course à la guerre. »

Les déclarations faites alors par Jouhaux revêtent aujourd'hui une signification toute particulière: « Je n'ai vu personne venir affirmer ici que nous avons évité la guerre définitivement. Eh bien! moi je vais vous dire: Je n'y crois plus, à la guerre! Elle est impossible dans les circonstances actuelles. Ce serait une guerre vaincue avant d'être commencée, car il n'y a qu'à voir ce qui se passe: Il n'y a qu'à voir la situation internationale pour se rendre compte de l'encerclement presque total dans lequel nous sommes. »

A ce moment encore, Jouhaux attendait le salut d'une conférence internationale à laquelle tous les États intéressés, y compris l'Union des Soviets, seraient invités. Soucieux de garder en main le gouvernail du navire de la C.G.T., dont la plupart des passagers n'étaient, du point de vue politique, que « sable mouvant » alors que les postes de commande étaient occupés en grande partie par des communistes, Jouhaux s'est résolu, ultérieurement, à faire encore maintes concessions, et certainement pas d'un cœur léger. A Oslo, en 1938, pour la première fois depuis qu'il était membre du comité de la Fédération syndicale internationale, il vota contre la majorité, c'est-à-dire contre la décision par laquelle la F.S.I. rompait définitivement les pourparlers avec les Russes.

Au cours de l'été 1939, au moment où l'on apprit la signature de l'accord germano-russe, Jouhaux tenta de renverser brusquement la barre. L'unité réalisée trois ans auparavant avec les communistes lui apparut comme une tromperie. Avec la conséquence même qui lui avait dicté autrefois de lourds sacrifices, il

déclara: « Nous avons brisé avec des hommes — et, en ce qui me concerne, définitivement brisé — qui n'ont fait l'unité qu'afin de nous mieux tromper. »

Mais il était trop tard. La constance avec laquelle il avait persévéré dans ses ingrates fonctions à l'époque du noyautage communiste scella sa perte et celle de la C.G.T. Peu de temps auparavant, la grève générale, déclenchée vers la fin de 1938, avait donné à beaucoup l'occasion tant attendue de discréditer la C.G.T. en lui reprochant son « attitude et ses manœuvres politiques »; ces reproches étaient d'autant plus efficaces qu'ils visaient une association économique.

Si, par la suite, l'organisation et l'idée syndicales ont réussi à se maintenir tant bien que mal, *c'est surtout à la tradition du syndicalisme libre* et à la minorité de ses partisans que nous le devons, à ceux qui, après des années de lutte contre « la politique et les communistes », pouvaient de nouveau parler sans bâillon et agir librement.

Avant d'aborder la situation nouvelle, nous avons jugé nécessaire et équitable d'évoquer cette tragique évolution. Ce n'est pas un reproche à leur égard — au contraire — si nous rappelons ici que ce sont précisément les syndicalistes antimilitaristes qui ont demandé que les organisations se limitent aux problèmes économiques et à ces revendications simplement humanitaires: le désarmement et la paix. Ce sont eux qui, longtemps avant la guerre, et contre l'opposition des syndicats allemands, ont demandé au sein de l'Internationale que la propagande contre la guerre figure parmi les activités de la F.S.I. Ils défendaient ainsi non seulement leurs propres convictions, mais encore celles de la majorité du peuple français, d'une nation dont, en pleine guerre, au moment où l'on faisait un effort désespéré pour accroître la production des armements, le président du Conseil déclarait que « les Français haïssent la guerre ». La France, et avec elle d'autres pays, avant tout le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, etc., ne se dressaient pas seulement en paroles contre la guerre, mais aussi par leur comportement. Tous ont payé leur conception (qui répond à l'idéal du mouvement syndical dans son ensemble) d'un très haut prix: par l'occupation de leur territoire. Ils ont payé pour nous tous. Inclignons-nous donc avec silence et respect devant leur triste sort.

Abordons dans le même esprit l'étude des problèmes français d'aujourd'hui. Nous voyons peut-être certains concours de circonstances aboutir à certaines combinaisons économiques, syndicales et politiques que, dans une autre situation, on aurait enregistrées avec plaisir, mais qui, dans les conditions actuelles, nous apparaissent incompréhensibles, voire même rejetables. Pourtant, ne jugeons pas, mais cherchons à les comprendre à la lumière du passé et des traditions. Bien que cette évolution ne puisse être comparée à celle de l'autre après-guerre, elle procède néanmoins

en partie des mêmes courants profonds. Il suffit de songer aux considérations purement économiques et pacifistes qui, immédiatement après la dernière guerre, ont engagé le syndicalisme français (faisant taire tous les sentiments de haine qu'il eût alors été si facile de satisfaire!) à proposer en commun avec l'adversaire d'hier la reconstruction des régions dévastées. Songeons aussi à cette conviction, ancrée depuis des générations dans le syndicalisme français, à savoir que seule une collaboration économique entre la France et l'Allemagne est susceptible d'assurer la paix en Europe. Malgré la débâcle, ces traditions, nous n'en pouvons douter, sont demeurées vivantes dans le subconscient de nos amis français, d'autant plus vivantes que le peuple de France, dans les premiers temps de la défaite, n'était pas animé par un sentiment de haine, mais par celui, chevaleresque, que cette défaite était due à sa propre faute. Il reconnaît la victoire remportée par l'adversaire sur le champ de bataille, sentiment encore renforcé par la surestimation habituelle du vainqueur et de ses méthodes par les vaincus.

Depuis 1940, la situation a changé. On sent la lourde main de l'occupant. On sait que la collaboration dont on parle tant peut prendre dans la pratique des formes qui en dénaturent le sens et qui lui sont parfaitement étrangères. On reconnaîtra que la conscience de ces faits, dans la mesure où elle est répandue, est peu propre à faire de la clarté dans les esprits. Personne n'admet volontiers s'être trompé. La misère économique croissante, qui commande tout, est encore aggravée par la division et la désharmonie des esprits. Cette constatation, comme nous le verrons encore, s'applique tout particulièrement à l'évolution dans le domaine syndical. La séparation de la France en deux zones compromet toute tendance à l'unité, toute vue d'ensemble, si bien qu'il est même plus difficile de juger la situation de l'intérieur que de l'extérieur. N'en usons pas moins de mesure dans notre jugement et souhaitons que la France trouve des solutions qui, bien qu'elles nous soient étrangères, soient toutefois supportables pour le peuple français. N'oublions pas que dans un grand pays les intérêts des diverses couches sociales et ceux du pays peuvent être parfois contradictoires. La France a été une grande puissance et elle veut le redevenir sous le nouveau régime. Jamais une grande puissance — il suffit de songer à la Russie — n'a donné le pas aux considérations idéologiques sur celles de la politique réaliste. Sa politique n'a qu'un mobile: miser juste, miser sur le gagnant. Aussi longtemps que la victoire demeure incertaine, on louvoie, on attermoie, on ne rompt ni avec l'une ni avec l'autre des parties, on ne s'engage pas entièrement, en un mot, on pratique, avec une certaine raison, « l'attentisme ».